



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SECRETARIAT GÉNÉRAL  
Direction de la Citoyenneté  
Bureau de la réglementation générale  
et des élections**

**Arrêté n° 2021-1389 du 16 novembre 2021**  
portant habilitation de la SARL ACTION COM DÉVELOPPEMENT  
pour établir les certificats de conformité des demandes d'autorisation d'exploitation commerciale  
pour le département du Cher  
mentionnés au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.752-23 du code de commerce

-----

Le Préfet du Cher,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de commerce et notamment ses articles L 752-23 et R. 752-44-2 et suivants ;
- Vu** la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- Vu** le décret n° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale ;
- Vu** le décret du 5 février 2020 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2019 fixant le contenu du formulaire intitulé « certificat de conformité » en application de l'article R. 752-44-8 du code de commerce ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-1047 du 14 septembre 2021 accordant délégation de signature à M. Carl ACCETONE, Secrétaire Général de la Préfecture du Cher,
- Vu** la demande d'habilitation déposée le 12 novembre 2021 par la SARL ACTION COM DÉVELOPPEMENT, sise 47-49 rue des Vieux Greniers, BP 60151, à CHOLET (49300), représentée par M. Bernard GONZALES en sa qualité de gérant, en vue d'établir les certificats de conformité des dossiers de demande d'autorisation d'exploitation commerciale pour le département du CHER ;
- Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Cher,

#### **ARRÊTE:**

**Article 1<sup>er</sup>** : La SARL ACTION COM DÉVELOPPEMENT, sise 47-49 rue des Vieux Greniers, BP 60151, à CHOLET (49300), représentée par M. Bernard GONZALES en sa qualité de gérant, est habilitée pour établir les certificats de conformité mentionnés au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce, dans le département du Cher.

**Article 2** : La présente habilitation, délivrée sous le n° **HCC/18/2021/17**, est valable à compter de la notification du présent arrêté, sur l'ensemble du territoire du département du Cher, pour une durée de cinq ans sans renouvellement tacite possible.

Le numéro d'habilitation devra figurer sur tout certificat de conformité réalisé pour une autorisation d'exploitation commerciale dans le département du Cher, au même titre que la date et la signature de l'auteur du certificat.

**Article 3** : La personne affectée à l'activité faisant l'objet de la présente demande d'habilitation est la suivante :

- Monsieur Bernard GONZALES.

**Article 4** : L'habilitation peut être retirée par le préfet si l'organisme habilité ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice mentionnées à l'article R. 752-44-2 et R. 752-44-6.

**Article 5** : Les voies et délais de recours ouvertes contre cette décision figurent au bas de cet arrêté.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture du Cher est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Signé : Carl ACCETTONE

#### NOTICE DE RECOURS

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

**GRACIEUX :** Vous adressez votre demande à la préfecture avec vos arguments. Si la préfecture ne vous répond pas dans un délai de 2 mois après l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**HIÉRARCHIQUE :** Vous adressez votre demande au ministère de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de 2 mois après l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

**CONTENTIEUX :** Vous adressez votre demande, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au tribunal administratif d'ORLEANS (28, rue de la Bretonnerie). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

**SUCCESSIF :** Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.